



2 000 sans papiers devant Bercy pour réclamer justice et dignité !

La manifestation du 4 février, de la place d'Italie à Bercy, a rassemblé plus de 2 000 travailleurs sans papiers. Une délégation composée de 9 sans papiers et de 5 militants syndicaux ou associatifs a été reçue au ministère des Finances par la chef du service de la fiscalité mandatée par les ministres Woerth et Lagarde.

Cette journée marque une étape importante à plus d'un titre dans la lutte des travailleurs sans papiers pour leur régularisation.

En effet, avec cette audience accordée par Bercy, donc au cœur de l'appareil d'Etat, avec une mobilisation exceptionnelle des collectifs de sans papiers et de leurs soutiens pour réussir la manifestation, avec une oreille attentive du ministère, les injustices provoquées par la non régularisation ont été portées à un niveau décisif pour les faire cesser.

Non à l'injustice fiscale, non à l'hypocrisie !

La délégation a d'abord dénoncé les injustices fiscales dont sont victimes les sans papiers et l'hypocrisie des ministères à leur égard. Ensuite, les témoignages des représentants des collectifs ont illustré cette situation inhumaine :

- Soit les déclarations de revenus déposées par des sans papiers sont correctement taxées, les avis d'imposition sont établis et la somme due est payée mais en retour de cet acte citoyen, ils ne sont pas reconnus, voire expulsés du territoire,
- Soit la déclaration est suspectée d'avoir été déposée par un sans papiers et elle n'est volontairement pas taxée et c'est illégal,
- Soit le quotient familial et le barème de taxation ne sont pas correctement appliqués lorsque plusieurs travailleurs utilisent la même identité, sous la pression de leurs employeurs.
- Dans le registre de l'attitude manifestement hypocrite du gouvernement, nous avons dénoncé le fait que nombre d'administrations passent des marchés avec des entreprises de nettoyage pourtant réputées pour exploiter des sans papiers,
- Nous avons également insisté sur l'incohérence du gouvernement de ne pas vouloir régulariser tous les travailleurs sans papiers alors que cette situation encourage les employeurs qui développent le travail dissimulé. En ne voulant pas régulariser, le gouvernement aggrave sciemment la fraude fiscale.
- Enfin, nous avons exposé les raisons de nos actions menées dans le cadre de la campagne « Non à l'injustice fiscale, non au racket des cotisations sociales » et annoncé qu'elles continueraient jusqu'à la régularisation de tous les sans papiers. En effet, puisque le gouvernement parle de régularisation par le travail, nous le pousserons à régulariser de manière globale car toutes et tous sont des travailleurs. Un sans papiers qui ne travaille pas, ça n'existe pas !

Après une heure de discussions, la représentante des ministres nous a déclaré avoir bien compris les raisons de nos revendications et elle transmettra nos revendications très rapidement aux deux membres du gouvernement en poste à Bercy. Nous serons bien entendu très attentifs à leur réaction et nous maintenons une forte pression sur ce sujet afin qu'il soit résolu au mieux et dans les meilleurs délais.

D'autres mobilisations unitaires sont d'ores et déjà prévues :

- Un meeting au ministère de la régularisation (14 rue de Baudelique, Paris 18) le 6 février à 15 heures.
- Une manifestation le 6 février de la porte des Lilas à Ménilmontant suivie d'un concert de soutien aux grévistes.
- Une manifestation pour la suppression du ministère de l'identité nationale, le ministère de la honte, le 27 février.
- La manifestation nationale des sans papiers le 6 mars.